

# ► LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

## DE L'UTILITÉ DES INVESTISSEMENTS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

Outre la menace du changement climatique qui perdure, l'Europe est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis dans le domaine de l'énergie, notamment à des problèmes de sécurité énergétique. Ces difficultés nous rappellent la nécessité de changer nos modes de consommation, d'économiser l'énergie et d'utiliser les ressources de manière plus rationnelle. La politique de cohésion de l'UE, qui apporte les fonds et l'impulsion stratégique nécessaires pour opérer des changements d'envergure, joue un rôle clé à cet égard.

L'un des principaux accomplissements de la politique de cohésion réformée est l'introduction d'objectifs contraignants pour faciliter le passage à une économie à faible intensité de carbone grâce à des investissements axés sur l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables.

Les thèmes de l'efficacité énergétique et du développement des sources d'énergie renouvelables occupent donc une place importante dans les accords de partenariat conclus avec les États membres, qui détaillent les dépenses prévues dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI).

D'après les données actuelles, près de 38 milliards d'euros provenant du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion (FC) seront investis dans l'économie sobre en carbone. Ce montant représente plus du double des fonds investis dans ce domaine durant la période 2007-2013 (voir graphique p. 10).

À l'échelle de l'Union, ce montant dépasse aussi de loin (presque 50%) les allocations minimales imposées par le nouveau cadre réglementaire, ce qui témoigne de la grande importance que les États membres attachent aux investissements dans ce domaine.

### Promouvoir une économie à faible intensité de carbone

Faciliter le passage à une économie sobre en carbone signifie, entre autres, investir dans l'efficacité énergétique des infrastructures publiques, des logements et des entreprises, produire et utiliser de l'énergie renouvelable, mettre en place des réseaux de distribution intelligents et une mobilité urbaine durable, et stimuler la recherche et l'innovation dans ces domaines.

Les Fonds ESI mettront à la disposition des autorités et autres organismes locaux et régionaux d'importants moyens qui pourront être dûment investis dans des mesures en faveur de l'énergie durable.

Ces financements pourront être associés à d'autres apports, provenant notamment de fonds privés, pour les projets d'investissement de grande ampleur. Dans de nombreux cas, les subventions des Fonds ESI constituent l'élément principal d'un financement composite déclencheur d'investissement.

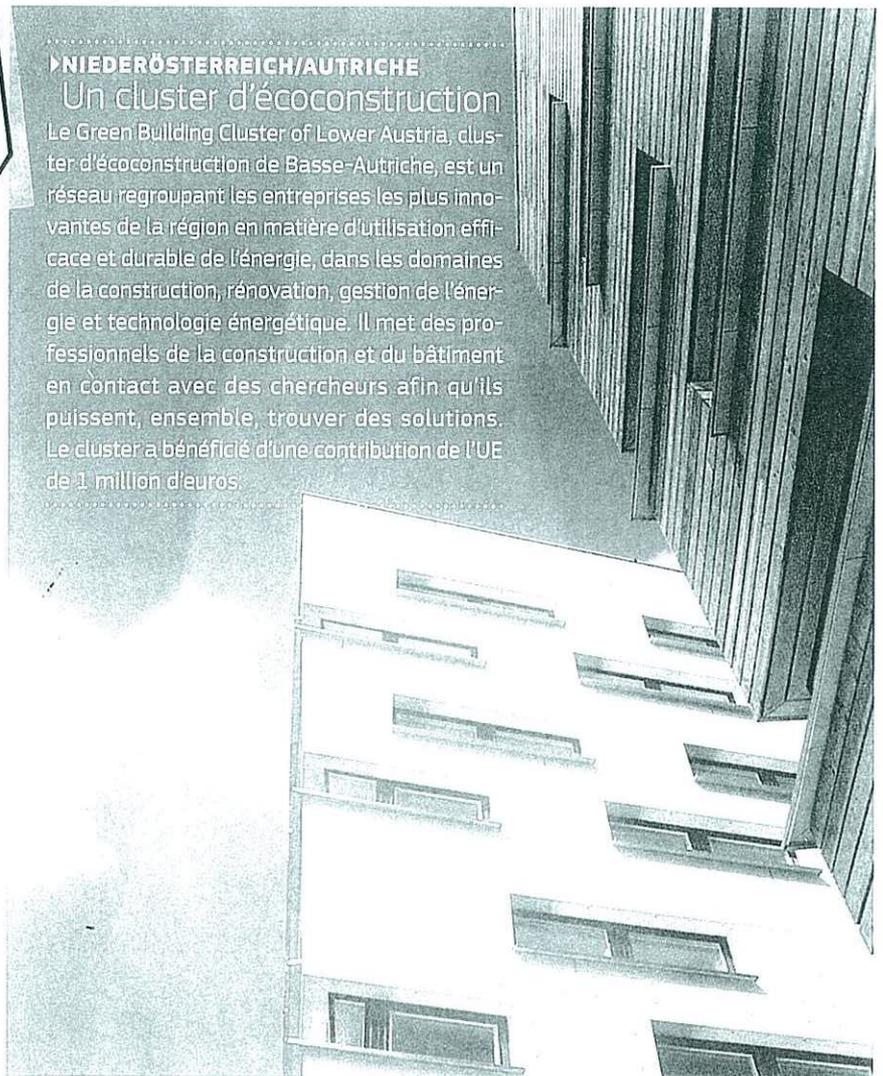
### Politique de cohésion et changement climatique

La prévention et l'atténuation des effets du changement climatique sont une priorité stratégique pour l'UE et ont motivé le passage à une économie sobre en carbone, apte à garantir la sécurité énergétique.



### ► BASSE-NORMANDIE/FRANCE Énergie marémotrice

L'énergie des océans est l'une des priorités de la stratégie de spécialisation intelligente pour la Basse-Normandie, en France. Ouest Normandie Énergies marines, une organisation créée en 2012 pour promouvoir et organiser le développement des énergies marines dans la région, a déjà contribué au développement de nouvelles technologies utilisant l'énergie marémotrice. Des prototypes mis au point par Alstom et d'autres entreprises ont été expérimentés et des fermes industrielles vont être construites. En 2030, le développement de l'industrie marémotrice devrait créer quelque 3 700 emplois dans la région.



### ► NIEDERÖSTERREICH/AUTRICHE

#### Un cluster d'écoconstruction

Le Green Building Cluster of Lower Austria, cluster d'écoconstruction de Basse-Autriche, est un réseau regroupant les entreprises les plus innovantes de la région en matière d'utilisation efficace et durable de l'énergie, dans les domaines de la construction, rénovation, gestion de l'énergie et technologie énergétique. Il met des professionnels de la construction et du bâtiment en contact avec des chercheurs afin qu'ils puissent, ensemble, trouver des solutions. Le cluster a bénéficié d'une contribution de l'UE de 1 million d'euros.

L'UE a convenu qu'au moins 20% de son budget de 960 milliards d'euros pour la période 2014-2020 seraient consacrés à des actions liées au changement climatique, un chiffre presque trois fois plus élevé qu'en 2007-2013, où il se situait entre 6 et 8%.

L'Europe redouble d'efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et se pose en figure de proue sur la scène internationale en encourageant les autres pays à suivre son exemple.

Si l'UE veut atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés pour 2020 concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (20%), l'augmentation de la part des énergies renouvelables (20%) et l'amélioration de l'efficacité énergétique (20%), elle devra fortement intensifier ses investissements d'ici 2020.

Le cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030, adopté par les dirigeants de l'UE en octobre 2014, entend poursuivre l'instauration d'une économie sobre en carbone en fixant de nouveaux objectifs concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (40%), l'augmentation de la part des énergies renouvelables (27%) et l'amélioration de l'efficacité énergétique (30%).

Il vise également la mise en place d'un système énergétique compétitif et sûr, qui garantisse une énergie abordable pour tous, offre à l'UE une plus grande sécurité d'approvisionnement

énergétique, réduise notre dépendance envers les importations d'énergie et ouvre de nouvelles perspectives de croissance et d'emploi.

Par ailleurs, face à la crise politique en Ukraine et vu l'importance de la stabilité et de l'abondance de l'approvisionnement énergétique pour les citoyens et les entreprises de l'UE, la Commission a proposé en mai 2014 une stratégie européenne en matière de sécurité énergétique, fondée sur une étude approfondie de la dépendance énergétique des États membres.

Les investissements de la politique de cohésion seront un outil indispensable non seulement pour aider les États membres à atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020, et notamment les objectifs phares en matière de climat et d'énergie, mais aussi pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique, comme le souligne la Commission dans sa communication relative à la stratégie européenne pour la sécurité énergétique.

### Une croissance verte

Les énormes investissements nécessaires à la réduction de la consommation d'énergie et à l'augmentation de la part des énergies renouvelables peuvent favoriser considérablement la création d'entreprises et les perspectives économiques, et stimuler ainsi la croissance économique

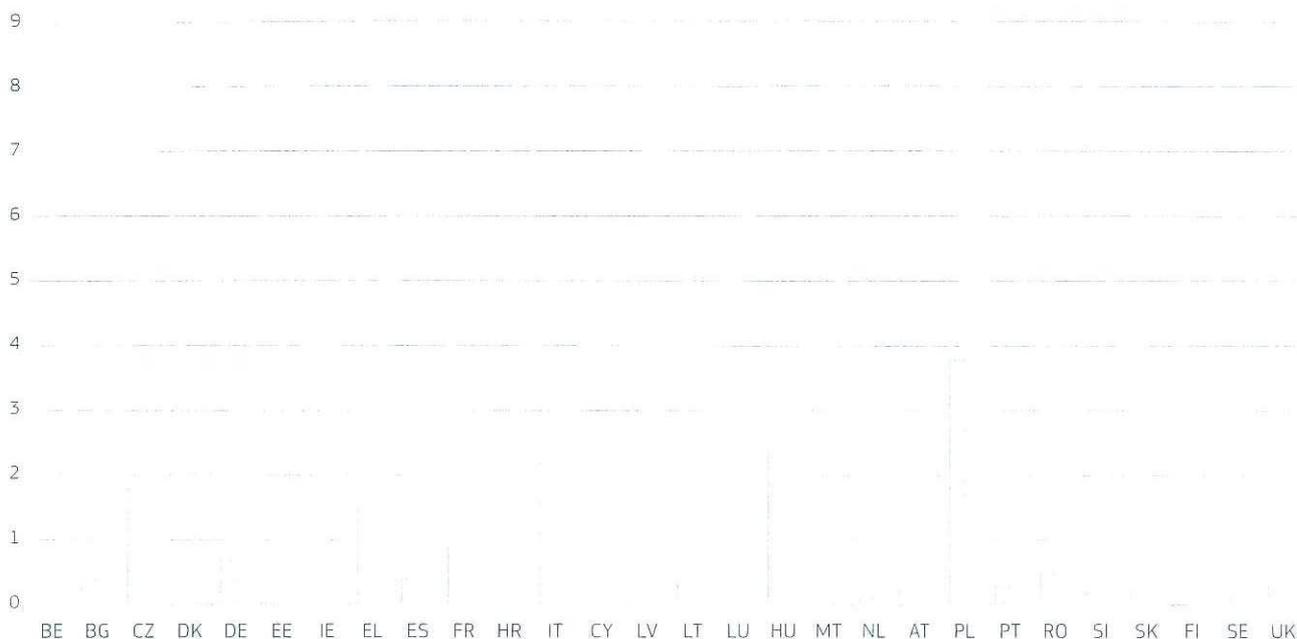
## INVESTISSEMENTS DANS UNE ÉCONOMIE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

MONTANTS DU FEDER ET DU FC ALLOUÉS, DANS LES ACCORDS DE PARTENARIAT, AUX INVESTISSEMENTS DANS UNE ÉCONOMIE SOBRE EN CARBONE POUR LA PÉRIODE 2014-2020, PAR RAPPORT À UNE ESTIMATION DES DOTATIONS SIMILAIRES EN 2007-2013. EN MILLIARDS D'EUROS

■ 2007-2013

■ 2014-2020

Source: Commission européenne



et la création d'emplois. Ces investissements confèrent déjà à l'Europe un avantage concurrentiel dans différents domaines.

La demande mondiale en technologies environnementales, produits et services respectueux de l'environnement et modèles de conception durables devrait s'intensifier au cours des prochaines années. Le marché mondial, dont la valeur est actuellement estimée à 1,15 billions d'euros par an, pourrait presque doubler, l'estimation moyenne pour 2020 s'élevant à quelque 2 billions d'euros par an<sup>(1)</sup>.

Les États membres et les régions de l'UE peuvent saisir ces opportunités et entrer sur ce marché en pleine expansion. Pour ce faire, il leur faut investir davantage dans le développement des capacités de recherche et d'innovation et de création d'entreprises dans des domaines tels que les énergies renouvelables, les services écosystémiques et l'éco-innovation.

Le succès de la transition vers une économie sobre en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources, fondée sur l'innovation, dépendra en grande partie des décisions prises aux échelons local et régional. La politique régionale jouera un rôle essentiel pour mobiliser les capacités des régions et des villes de l'UE et dissocier la croissance de la surexploitation des ressources, notamment au travers des stratégies de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente (RIS3).

### Le rôle de la politique régionale

Le principal instrument utilisé pour investir dans les infrastructures énergétiques à l'échelon européen est le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, qui consacrera 5,85 milliards d'euros à l'amélioration du réseau transeuropéen d'énergie (RTE-E) durant la période 2014-2020. Mais la politique de cohésion soutient également les investissements dans les infrastructures intelligentes de distribution, stockage et transmission d'énergie, principalement dans les régions moins développées.

Il s'agit d'investissements liés à l'électricité et au gaz qui doivent contribuer au développement de systèmes intelligents et compléter des investissements visant à faciliter le passage à une économie sobre en carbone.

Selon les premières estimations, environ 2 milliards d'euros du FEDER devraient être affectés à ces investissements, un apport considérable en faveur de la sécurité de l'approvisionnement.

(1) «Connecting Smart and Sustainable Growth through Smart Specialisation – A practical guide for ERDF managing authorities»  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/presenta/green\\_growth/greengrowth.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/presenta/green_growth/greengrowth.pdf)

## Le financement comme levier principal de l'investissement énergétique

Les subventions de la politique de cohésion de l'UE seront complétées par un cofinancement national, émanant aussi bien du secteur public que du secteur privé. Les États membres ont exprimé leur volonté politique de laisser les instruments financiers, comme les prêts, les garanties ou le capital-risque, jouer un rôle plus important durant la période 2014-2020.

L'utilisation des instruments financiers dans la politique de cohésion ne cesse de croître. Elle s'est multipliée par dix entre la période 2000-2006 et la période 2007-2013. Les États membres, actuellement engagés dans des discussions sur les programmes, doivent envisager les avantages d'un recours aux instruments financiers régionaux, nationaux et/ou européens, une façon certainement plus efficace et plus durable de soutenir les investissements dans l'énergie. En effet, les instruments financiers sont particulièrement appropriés et efficaces dans ce secteur.

Les subventions pourraient être utilisées comme complément pour soutenir, par exemple, la rénovation en profondeur de bâtiments de sorte qu'ils dépassent les normes minimales de performance énergétique, pour faciliter le développement de technologies innovantes ou pour répondre à des problèmes sociaux aggravés par la crise dans de nombreuses régions, par exemple la précarité énergétique.

Dans des projets tels que Housing Europe (European Federation of Public, Cooperative & Social Housing), les associations de logement utilisent des subventions du FEDER comme levier pour encourager le financement privé de travaux de rénovation destinés à économiser de l'énergie, comme l'a démontré le programme Retrofit South East au Royaume-Uni<sup>(2)</sup>.

Le fonds à participation JESSICA, mis sur pied avec la contribution du FEDER, finance la rénovation d'immeubles résidentiels en Lituanie afin d'améliorer leur efficacité énergétique, grâce à une combinaison de prêts bonifiés et de subventions.

En Estonie, différentes sources de financement ont été associées pour créer l'instrument financier KredEx (Fonds estonien de crédit et de garantie): FEDER, Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) et fonds propres du KredEx. Le KredEx s'associe à des intermédiaires financiers sélectionnés pour proposer des prêts à taux d'intérêt réduit.

## Efficacité énergétique des bâtiments

Il est vital de réduire la consommation énergétique des bâtiments en Europe. Près de 40% de la consommation d'énergie finale (et 36% de toutes les émissions de gaz à effet de serre) sont imputables aux logements, bureaux, magasins et autres bâtiments publics ou privés. Par conséquent, si l'UE veut atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de changement climatique et d'énergie, elle doit accroître

de manière substantielle et durable les investissements publics et privés dans le bâtiment.

Durant la période 2014-2020, les fonds de la politique de cohésion joueront un rôle majeur dans la rénovation de bâtiments, notamment pour accroître leur efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables. Ce type d'investissement a aussi un effet extrêmement bénéfique sur le développement régional, la compétitivité, la croissance et l'emploi, et la réduction de la précarité énergétique.

## La dimension urbaine

Durant la période 2007-2013, la «dimension urbaine» a été intégrée à tous les niveaux dans la politique de cohésion. Quelque 72% de la population totale de l'UE vivent dans des villes et banlieues, et ce chiffre devrait grimper jusqu'à plus de 80% d'ici 2050. Les zones urbaines sont des foyers de croissance économique, de création d'emploi, de pollution et d'utilisation de ressources limitées.

Toutes les zones urbaines sont des bénéficiaires potentiels des fonds de la politique de cohésion. Elles devraient recevoir plus de la moitié du budget de la politique de cohésion pour la période 2014-2020. En outre, quelque 370 millions d'euros seront affectés à l'expérimentation et à la mise en œuvre de solutions innovantes pour relever les défis du développement urbain durable.

## Alignement des investissements dans le domaine de l'énergie sur les stratégies nationales

Grâce à la réforme de la politique de cohésion, les investissements dans le domaine de l'énergie seront beaucoup mieux alignés qu'auparavant sur les stratégies nationales. La nouvelle politique exige en effet qu'ils soient planifiés en fonction des plans d'action nationaux en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

Ce système de planification stratégique signifie que les dotations aux différents types d'investissements dans l'énergie varieront entre les États membres, en fonction du volume total des fonds disponibles ainsi que des priorités et besoins nationaux.

Une fois que tous les programmes de la politique de cohésion seront en place, il sera primordial d'élaborer et de mettre en œuvre des projets de qualité dans le domaine de l'énergie. Cela nécessitera une implication de tous les instants de la part des autorités locales, régionales et nationales en charge de l'énergie ainsi que des parties prenantes. Les stratégies macrorégionales de l'UE (régions de la mer Baltique, du Danube et adriatique-ionienne) et les programmes de coopération territoriale européenne peuvent, eux aussi, jouer un rôle à cet égard en défendant et en soutenant les questions liées à l'énergie, principalement la sécurité et l'efficacité énergétiques.

(2) «Housing investments supported by the European Regional Development Fund 2007-2013 – Housing in sustainable urban regeneration»: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/studies/pdf/housing/2013\\_housing\\_study.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/studies/pdf/housing/2013_housing_study.pdf)